

**Energie – Plans d’action préventive en matière d’énergie (PAPE)**  
**Appel à candidature pour le financement de projets**  
**Cahier des charges**

La loi fédérale du 4 septembre 2002 confie aux CPAS la guidance et l’aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d’énergie aux personnes les plus démunies. Cette loi permet aux CPAS d’assurer l’accompagnement et la guidance sociale et budgétaire pour les consommateurs de gaz et d’électricité en difficulté de paiement.

Dans le cadre de cette réglementation, l’essentiel des moyens octroyés par l’autorité fédérale vise à couvrir la charge salariale annuelle brute du personnel assurant la mission de guidance et les frais liés à ce personnel. Le solde des fonds octroyés doit être affecté exclusivement à une intervention concernant l’apurement de factures non payées et/ou à des mesures dans le cadre d’une politique sociale préventive en matière d’énergie.

En Région wallonne, en vertu du décret du 12 avril 2001 relatif à l’organisation du marché régional de l’électricité modifié par le décret du 17 juillet 2008, les plans d’action préventive en matière d’énergie (anciennement dénommés « plans de guidance sociale énergétique ») mettent l’accent sur les mesures préventives et visent à modaliser les actions à mener ou mesures à prendre dans le cadre d’une politique sociale préventive en matière d’énergie.

Les actions à mener dans le cadre des plans d’action préventive en matière d’énergie sont destinées à aider les populations fragilisées à réaliser des économies d’énergie et ainsi réduire leurs factures énergétique. Dans ce cadre, les CPAS jouent un rôle primordial étant donné les contacts privilégiés qu’ils entretiennent avec les populations fragilisées ainsi qu’avec certaines associations actives dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

Les retours d’expérience des précédents plans de guidance sociale énergétique relèvent la forte utilité des suivis individuels qui ont un impact plus direct que les séances générales d’information. Le présent cahier des charges tient compte de ce constat dans la répartition des actions à implémenter. Il précise les opérations à mettre en œuvre dans le cadre des plans d’actions qui pourront être initiés par CPAS et financés par la Région wallonne pour 2011-2013.

Il est rappelé que l’ensemble des dépenses réalisées dans le cadre du PAPE sont soumises à la réglementation sur les marchés publics.

**1. Public cible**

Les actions menées dans le cadre des PAPE sont destinées exclusivement à un public adulte, bénéficiaire ou non du CPAS et jugé prioritaire en termes de précarité énergétique.

Les actions d'information et de sensibilisation pourront s'adresser à un public de professionnels tel que des travailleurs sociaux, aides familiales, aides ménagères, employés ou non du CPAS ainsi qu'auprès des associations actives dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, ces personnes pouvant agir comme relais de l'information.

## **2. Actions à mener dans le cadre des PAPE**

Les actions à mener doivent nécessairement relever d'un des 2 volets suivants :

### **2.1. Organisation de séances d'information et de sensibilisation à destination du public-cible**

Ces actions doivent porter sur:

- l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- la maîtrise des consommations énergétiques: c'est-à-dire les petits gestes de la vie quotidienne qui peuvent permettre de réduire la consommation;
- la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz: lecture de la facture, droit des consommateurs, tarif social, compteurs à budget,...;
- les aides et primes existantes en matière énergétique: MEBAR, Habitat pour tous, Primes à la réhabilitation, Primes Energie, Fonds social chauffage...;

Afin de mener à bien ces actions d'information et de sensibilisation, les CPAS peuvent faire appel à des partenaires extérieurs pour dispenser ces séances. Ces opérateurs potentiels seront identifiés au préalable et précisés lors de la conception du projet que le CPAS entend mettre en œuvre.

La cellule sociale-énergie de l'UVCW mettra à disposition des CPAS une liste non exhaustive d'opérateurs susceptibles de dispenser les séances d'information précitées. En cas de recours à un opérateur extérieur, les dispositions de la loi sur les marchés publics s'appliquent.

Les CPAS pourront, lors de ces séances d'information remettre aux participants des « kits énergie » de sensibilisation », dans le respect des conditions visées au point 4 du présent cahier des charges.

### **2.2. Suivi individualisé de ménages précarisés bénéficiaires ou non du CPAS**

Le CPAS quantifiera lors du dépôt de son projet de plan, le nombre estimé de ménages potentiellement concerné par cette mesure.

L'objectif de ce suivi individualisé est de fournir un accompagnement personnalisé des ménages en difficulté afin d'identifier les mesures qu'ils pourraient prendre pour réaliser des économies d'énergie et diminuer leurs factures.

Le CPAS décrira dans son projet de PAPE comment il compte mettre en place ce suivi individualisé des ménages. En plus de l'estimation du nombre de ménages concernés par cette mesure, il décrira comment le suivi des ménages sera assuré dans le temps et les objectifs attendus.

### **2.2.1. Le suivi individualisé sera réalisé en 3 étapes :**

#### **a) Bilan énergétique du ménage suivi**

Ce bilan permettra de dresser avec le ménage concerné un inventaire de ses habitudes de consommation, une analyse sur l'état du logement et des équipements du ménage (équipements électriques, électroménagers, de chauffage, ...) et d'analyser les niveaux de consommation de ces ménages.

#### **b) Conseils et informations :**

Suite au bilan réalisé, le CPAS prodiguera conseils et informations aux ménages suivis par rapport à leurs habitudes de consommation et identifiera les solutions possibles pour réduire les consommations énergétiques et améliorer l'état du logement en vue de réduire les consommations énergétiques des ménages.

Pour atteindre cet objectif, le CPAS suggèrera une série de démarches telle que la tenue d'un tableau de bord des consommations, l'adoption de gestes permettant de réduire les consommations énergétiques, la réalisation d'un audit énergétique (tel que prévu au point 2.2.2.c), l'acquisition de matériels pouvant pallier aux dysfonctionnements, la présentation des diverses aides existantes (primes à la réhabilitation, prime à l'énergie, installation de convecteurs au gaz via le Fonds Energie, ...), l'activation des aides existantes (primes, MEBAR, Fonds Energie,...), le renvoi des ménages vers des experts (Guichets de l'énergie, Guichets logement, AIS, professionnels, ...), l'information sur les contrats de fournitures de gaz et d'électricité, la recherche des meilleurs prix pour la fourniture énergétique, ....

#### **c) Accompagnement du ménage dans la mise en œuvre des solutions identifiées**

Le CPAS peut aider les ménages suivis à concrétiser les solutions identifiées

### **2.2.2. Visites à domicile :**

En vue d'approfondir le suivi individuel, des visites à domicile pourront être réalisées. Il peut s'agir:

- a) de visites effectuées par divers experts (asbl spécialisée, tuteur énergie, personnel qualifié du CPAS ou de la commune, ...) pouvant réaliser un bilan énergétique du logement du ménage et ce en vue de donner des conseils sur les habitudes de consommation, sur l'état du logement, ...
- b) de vérifications des installations électriques et de chauffage dans le logement. Ces vérifications électriques et de chauffage peuvent être effectués par des indépendants (électriciens et/ou chauffagistes);
- c) d'audits énergétiques réalisés par des auditeurs agréés par la Région wallonne.

Sur base de ces visites, des travaux et le remplacement d'appareils énergivores pourront être suggérés, le cas échéant, en concertation avec le propriétaire.

Le plan pourra également prévoir que, lors de ces visites à domicile, de petites fournitures pourront être placées chez le ménage suivi (réflecteurs derrière les radiateurs, gaines d'isolations des tuyaux d'eau chaude, ampoules économiques, multiprises, petite isolation de portes et fenêtres, ...). Le coût par ménage de ces petites fournitures ne devra pas dépasser le montant précisé au point 4 du présent cahier des charges.

Si lors de visites à domicile, certains travaux apparaissent utiles à réaliser, et si ceux-ci sont envisagés, le CPAS s'efforcera, dans la mesure du possible, d'engager le dialogue entre les locataires et les propriétaires. Ces derniers pourront être invités à réaliser les investissements utiles et une information leur sera donnée sur les aides et primes disponibles en Région wallonne.

La cellule sociale énergie de l'UVCW mettra à disposition des CPAS un modèle de check-list permettant de faciliter les visites auprès des ménages.

Les CPAS remettront aux ménages suivis un rapport reprenant leur bilan énergétique ainsi que les éléments d'information et de conseil relatifs à leur situation.

Un résumé anonyme de ces rapports sera communiqué à l'administration dans le cadre du rapport final à transmettre au terme du plan.

### **3. Introduction du projet de plan et durée du plan**

Le dossier de candidature (voir modèle annexé) ainsi que ses annexes doivent être réceptionnés par le Département de l'énergie et du bâtiment durable de la DGO4 du Service Public de Wallonie **au plus tard le 15 mars 2011.**

Le plan d'action couvre 2 années, le délai prenant court à la date du 1<sup>er</sup> juin 2011 et se terminant à la date du 31 mai 2013.

#### **4. Financement – Dépenses éligibles**

Le budget alloué à chaque CPAS pour la mise en œuvre du plan accepté est limité à 250 euros par bénéficiaire du revenu d'intégration sociale qu'il a en charge à la date du 1<sup>er</sup> janvier de l'année du dépôt du plan avec un maximum de 50.000 euros par CPAS.

Les actions énumérées au point 2.1 (séances d'information et de sensibilisation) ne dépasseront pas plus de 30% du budget total alloué au CPAS pour l'exécution de son PAPE. Le budget attribué aux « kits énergie » de sensibilisation prévus au même point ne dépassera, quant à lui, pas plus de 5% du budget total alloué.

Les dépenses liées aux « petites fournitures » telles que visées au point 2.2.2. (suivi individuel – visites à domicile) ne pourront dépasser 200 euros par ménage suivi.

Sous réserve d'un contrôle de pertinence par l'administration, les dépenses suivantes sont éligibles dans le cadre du PAPE :

- les frais de publicité des actions (encarts dans journaux locaux, revue communale, ...), les invitations (reproduction des invitations et frais d'envoi), les frais de reproduction d'affiches, ...;
- les frais de location de salles;
- les honoraires des formateurs/animateurs et les frais de déplacements;
- frais de nourriture: boissons, biscuits, sandwiches,... ;
- les « kits énergie » de sensibilisation distribués lors des séances d'information et de sensibilisation ;
- dans la mesure des moyens y affectés, les petites fournitures telles que visées au point 2.2.2. installées lors des visites à domicile ;
- les frais de réimpression des supports pédagogiques et didactiques validés par la Région wallonne et pouvant être commandé via la cellule sociale énergie.
- les honoraires des experts et frais de déplacement dans le cadre de visites à domicile;
- les honoraires de professionnels pour la vérification des installations électriques et/ou de chauffage. Ces honoraires ne pourront excéder 200 euros par vérification.
- les honoraires d'auditeurs agréés par la Région wallonne. Pour la réalisation d'un audit énergétique éligible à la prime énergie financé par la Région wallonne, les conditions

d'octroi de la prime énergie restent applicables. L'intervention dans le coût de l'audit est ici limitée à 30 % du coût global de l'audit;

- l'achat de wattmètre ou d'autres outils de collecte de données nécessaires au suivi énergétique des ménages; le nombre de ces wattmètres ou outils que le CPAS pourra affecter au plan sera fonction du nombre de ménages suivis;
- L'achat de matériel nécessaire et/ou spécifique à la mise en œuvre du plan non prévu soit dans le cadre du présent cahier des charges soit dans le cadre du plan initialement déposé et accepté et rentrant dans le cadre du projet de plan, devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de l'Administration.

Les frais liés à la réalisation du plan par un opérateur extérieur ne peuvent être pris en charge dans le cadre du plan.

Aucun frais liés à la réalisation de supports pédagogiques et didactiques ne sera accepté étant donné la mise à la disposition par la Région wallonne de toute une série d'outils de sensibilisation: brochures, calendriers, affiches, outils d'animation...



# Dossier de candidature 2011

Projet de

Plan d'Action Préventive en matière d'Energie

Proposition du CPAS de

.....

A introduire avant le 15 mars 2011



**Auprès de :** SPW – DGO4  
Département de l'énergie et du  
bâtiment durable  
Avenue Prince de Liège, 7  
5100 Jambes

## Renseignements généraux

<b>1. Adresse du CPAS</b>	
Rue et numéro :	_____
Code postal :	_____
Localité :	_____
Téléphone :	____/_____
Fax :	____/_____
<b>2. Personne habilitée à engager le CPAS (Responsable de la demande)</b>	
Nom et prénom :	_____
Fonction :	_____
Téléphone :	____/_____
Fax :	____/_____
<b>3. Personne de contact pour toute information en relation avec la présente proposition</b>	
Nom et prénom :	_____
Fonction :	_____
Téléphone :	____/_____
Fax :	____/_____

Par le dépôt de la présente proposition de plan d'action préventive en matière d'énergie (anciennement dénommé GSE), le ou la soussigné(e), certifie que :

- les informations fournies sont exactes ;
- la proposition sera réellement mise en œuvre en cas de sélection de la proposition.

Fait à \_\_\_\_\_ , le

Signature du (de la) responsable de la demande



## Annexes au dossier de candidature :

- Si ce projet de plan est le premier du CPAS :
  - Présentation des aspects sociaux de la commune et de l'action du CPAS ;
  - Présentation du projet de Plan d'action en détaillant les actions qui seront menées dans **chacun** des volets repris au cahier des charges ;
  - Présentation du budget relatif à la Proposition de plan.
  
- Si le CPAS a déjà mené un plan d'action préventive en matière d'énergie (anciennement GSE) :
  - Présentation du projet de Plan d'action en détaillant les actions qui seront menées dans **chacun** des volets repris au cahier des charges
  - Présentation du budget relatif à la Proposition de plan.

### Présentation des aspects sociaux de la commune et de l'action du CPAS

*Le CPAS est invité à présenter de manière synthétique les caractéristiques sociales de la commune et du travail du CPAS. En particulier, sera réalisée une présentation de l'organisation du CPAS et du travail réalisé (année 2006-2011) par rapport aux ménages en difficulté de paiement de leur facture énergétique (fournir quelques statistiques, si possible).*

### Présentation du projet de Plan d'action préventive en matière d'énergie (anciennement GSE)

- *Présentation générale du projet et des publics cibles identifiés*
- *Modalités de mise en œuvre des actions d'information et de sensibilisation*
- *Modalités de mise en œuvre des suivis individualisés*
- *Modalités de mise en œuvre des autres actions envisagées*
- *Présentation des actions (d'information) visant à faciliter l'accès aux aides financières*

### Présentation du budget relatif à la Proposition de plan d'action préventive en matière d'énergie (anciennement GSE)

*Déclaration du nombre de personnes dépendant du revenu d'intégration sociale – dernière statistique connue au moment du dépôt de la Proposition de plan*

*Présentation du budget (nature et montant) suivant les différentes actions proposées. (Attention aucune dépense interne [frais de personnel, frais administratifs, ...] au CPAS ne sera prise en considération)*